



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 4

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur du Burkina Faso pour 2023-2025, Partie 1

Document d'action « Soutien au processus électoral au Burkina Faso »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Soutien au processus électoral au Burkina Faso Numéro CRIS/Référence opérationnelle OSPYS : 61615 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui TEI 1 – Inclusion pour la stabilité
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : Burkina Faso
4. Document de programmation	Programme indicatif multi-annuel (PIM) 2021 – 2027 pour le Burkina Faso
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	<i>Domaine 1 du PIP Burkina Faso : Paix – Cohésion sociale - Bonne gouvernance – Développement local</i> <i>- Objectif spécifique n°1 : Renforcer l'État de droit, la justice, la sécurité et la cohésion sociale .</i>
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Paix – Cohésion sociales – Bonne gouvernance – Développement local 150 - Gouvernance et Société Civile 15150 - Participation démocratique & société civile 15151 - Élections

7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal : ODD n° 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Garantir l'égalité d'accès des femmes et des filles à la représentation dans les processus de prise de décisions politiques nourrira l'instauration d'une économie durable et sera bénéfique à l'ensemble de la société. »</p> <p>Autres ODD importants : ODD n° 16 « Paix, justice et institutions efficaces »</p>			
8 a) Code (s) CAD	<p>150 - Gouvernance et Société Civile</p> <p>15150 - Participation démocratique & société civile</p> <p>15151 – Élections</p> <p>15152 - Assemblées législatives et partis politiques</p> <p>15153 - Médias et liberté de l'information</p>			
8 b) Principal canal de distribution @	<p>PNUD - 41114</p>			
9. Objectifs de dépenses	<p><input type="checkbox"/> Migration</p> <p><input type="checkbox"/> Climat</p> <p><input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre</p> <p><input type="checkbox"/> Biodiversité</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance</p> <p><input type="checkbox"/> Éducation</p>			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags :	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2023-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 15 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 15 000 000 EUR			

	Cette action contribue dans son intégralité à l'atteinte des objectifs du « TEI 1 – Inclusion pour la stabilité ».
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	<p>Modalité du projet :</p> <p>Gestion directe par</p> <ul style="list-style-type: none"> - Subventions - marchés publics. <p>Gestion indirecte avec le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD)</p>

1.2 Résumé de l'Action

Cette action a pour **objectif global** d'accompagner le processus de transition démocratique agréée avec la communauté internationale. L'intervention visera au renforcement des capacités institutionnelles en matière électorale et à un meilleur ancrage de la culture démocratique (citoyens et parties prenantes) contribuant à des processus électoraux plus transparents, légitimes et participatifs, et au retour à l'ordre constitutionnel démocratique au Burkina Faso.

Les **objectifs spécifiques** sont :

1. Les **organismes publics clés du processus électoral** sont crédibles, efficaces, transparents et inclusifs.
2. Les **citoyens** burkinabè sont mieux informés, responsabilisés, avec une attention particulière sur les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables.
3. La **capacité de la société civile** burkinabè (y inclus celles représentant les droits des femmes et des personnes en situation de handicap) est renforcée afin de contribuer davantage à la bonne gouvernance électorale.
4. Les **acteurs politiques** sont plus redevables, inclusifs et responsabilisés.

Cette action contribue à la Feuille de route des engagements de l'UE+ envers la société civile 2021-2024, à la Stratégie de l'UE pour les droits de l'Homme et la démocratie au Burkina Faso 2021-2024, au Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025 et au plan d'action femmes, paix et sécurité 2020-2022 au Burkina Faso.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Débuté le 18 décembre 2020, le deuxième mandat du Président Rock Marc Christian Kaboré s'est terminé le 24 janvier 2022 par le coup d'État du MPSR (Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration), alors porté par le Lieutenant-Colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA, et ayant pour principal objectif de restaurer "l'intégrité territoriale" du Burkina Faso. Quelques jours après un nouveau drame sécuritaire survenu à Gaskindé (37 morts dont 27 soldats), le Capitaine Ibrahim Traoré et un groupe de soldats ont entamé un coup de force le 30 septembre 2022, qui a abouti à une démission du Président Damiba le dimanche 2 octobre 2022. Le 14 octobre 2022, à l'issue des assises « des forces vives de la nation », le Capitaine Ibrahim Traoré a été désigné Chef de l'État du Burkina Faso. Le 25 octobre, un nouveau gouvernement de transition est élu, suivi le 11 novembre par celle du Président de la nouvelle assemblée législative de transition. Ce dernier coup d'État plonge à nouveau le Burkina Faso dans une instabilité politique forte. Entre le premier coup d'État à la fin janvier et le deuxième en septembre, les

attaques terroristes se sont intensifiées à plus de 100 % comparé à la même période de 2021. 3.244 personnes ont été tuées comparé à 1.545.

La menace djihadiste constitue aujourd'hui le principal risque pour le Burkina Faso. Une grande partie du territoire, estimée à au moins 40 %, se trouve sous le contrôle de groupes djihadistes, tandis que leur influence continue de s'étendre vers le sud, affectant la stabilité des pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo). Depuis 2015, le pays a été le théâtre de la plus rapide propagation djihadiste que le Sahel ait connu, comptant plus de 10 000 personnes tuées par des attaques de groupes terroristes armés. Aujourd'hui, le Burkina Faso enregistre le plus haut niveau de violence armée contre les civils dans le Sahel. La création des « Volontaires de la Patrie », soit un enrôlement de civils comme auxiliaires des forces de sécurité étatiques, a contribué à ce triste record en brouillant la ligne de démarcation entre combattants et non-combattants.

Ainsi, les forces armées conduites par le capitaine Traoré doivent faire face à la violence liée à al-Qaïda et à l'État islamique, réformer les forces de défense et de sécurité pour lutter contre le terrorisme, répondre aux foules de Burkinabè qui l'ont soutenu et organiser des élections pour le retour à l'ordre constitutionnel dans les délais prescrits, conformément à l'accord entre le Burkina Faso et la CEDEAO, avec la tenue des élections couplées présidentielle/législatives avant le 1^{er} juillet 2024. L'opportunité de la tenue d'un référendum constitutionnel n'est pour l'instant pas remise en cause et pourrait contribuer à renforcer les institutions démocratiques et à rendre l'armée plus républicaine.

Des défis majeurs restent à relever, dans le contexte politique et sécuritaire difficile, pour une meilleure organisation des prochaines élections relatives au référendum constitutionnel, couplées législatives/présidentielle et locales, et permettre ainsi le retour à l'ordre constitutionnel au Burkina Faso et à un meilleur ancrage de la démocratie, y inclus la démocratie locale.

En parallèle, la crise humanitaire s'est aggravée ces trois dernières années. La lutte anti-terroriste s'est en effet traduite par une intensification des conflits armés et a eu pour conséquence une forte croissance du nombre de victimes civiles et de déplacés internes. Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est estimé à plus d'1,7 millions, à cela s'ajoutent près de 26 000 réfugiés maliens auquel il faut également ajouter un million de personnes qui vivent dans des territoires enclavés et hors de contrôle des autorités. Selon le dernier plan de réponse humanitaire (août 2022), 4,9 millions de personnes sont en besoin d'aide humanitaire et 3,45 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. Si les régions les plus impactées par l'accueil de PDI sont le Sahel et le Centre-Nord, les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins sont aussi touchées, car on relève de plus en plus de déplacements de personnes impactées par l'insécurité vers l'Ouest du pays.

Le difficile contexte économique amplifie la crise sécuritaire, avec de faibles perspectives de croissance et une inflation estimée à 14,2 % pour 2022 (IMF, 2022). Le Burkina étant fort dépendant des importations de blé, l'impact sur les prix a été sérieusement aggravé par les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine. Cette inflation atteindrait 25,6 % pour les seuls produits alimentaires pénalisant fortement la population et en particulier la sécurité alimentaire des plus pauvres. Cet impact est d'autant plus délétère que les perspectives d'emplois générateurs de revenus sont limitées.

La situation en matière des droits de l'homme est préoccupante, en particulier avec les graves violations des droits de l'homme par les groupes armés terroristes, les exactions des forces de défense et sécurité ainsi que l'apparition des conflits intercommunautaires. De plus, la multiplication des groupes d'autodéfense (kolwéogos, dozogs, roughas, etc.) et la création des volontaires pour la défense de la patrie sont inquiétantes du fait de l'abandon de la force publique régalienne par l'État, de la circulation des armes et des risques locaux d'abus et de violation des droits de l'Homme.

Il existe des fortes inégalités notamment à l'encontre des femmes. La jeunesse (50 % de la population a moins de 16 ans) a du mal à jouer un rôle actif dans le domaine économique, social ou politique, dans une société dominée par une hiérarchie d'âge. La radicalisation des jeunes dans certaines localités est de plus en plus inquiétante. Cela s'inscrit dans une dynamique régionale déjà préoccupante (Mali, Niger, Nigéria, bassin du lac du Tchad).

Au Burkina Faso, il existe une société civile très développée, relativement organisée avec des réseaux et des faitières, diversifiée et active ce qui représente un défi lorsqu'il s'agit de développer un dialogue avec des interlocuteurs légitimes et représentatifs. À côté d'une société civile composée par des associations "traditionnelles" faibles dans leur structuration et peu redevables vis-à-vis de leur base, il y a une société civile émergente, plus jeune et plus dynamique, principalement active dans les domaines politiques de veille et de contrôle de l'action publique ainsi que des droits humains. Les organisations non gouvernementales internationales sont bien représentées et interviennent avec les partenaires locaux dans de nombreux domaines et zones du Burkina Faso, et ce en dépit de la dégradation de la sécurité. Une feuille de route des engagements de l'UE + envers la société civile 2021-2024 et un dialogue dynamique entre les ONGs et les PTF contribuent au renforcement du rôle de la société civile dans la gouvernance, la veille citoyenne, la cohésion sociale, la paix, la sécurité et la délivrance des services sociaux de base.

2.2 Analyse des problèmes

Ce contexte difficile est en filigrane de l'ensemble des éléments d'analyse des problèmes exposés dans la présente section.

L'organisation des différents scrutins en 2024 et 2025 représente un défi colossal, compte tenu du contexte sécuritaire et politique inquiétant. La poursuite de l'appui de l'UE en partenariat avec les autres PTF sera décisive pour l'achèvement de la période de Transition et le retour à l'ordre constitutionnel démocratique au Burkina Faso. D'ailleurs, tant les autorités nationales que les institutions en charge des scrutins sont ouvertes à une assistance électorale internationale élargie y compris l'envoi de missions internationales d'observation électorale. Toutefois, la détérioration rapide de la situation sécuritaire, les dissensions internes au sein des forces de défense et de sécurité, les tensions sociales et les impacts économiques de la crise liée à la guerre en Ukraine (emplois, sécurité alimentaire, inflation, pauvreté...) ne favorisent pas un climat électoral serein.

Ainsi, les principaux défis à relever pour une meilleure organisation du référendum constitutionnel (si confirmé), des prochaines élections couplées législatives/présidentielles au cours du 1^{er} semestre 2024 et locales en 2025 sont les suivants : la capacité de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à organiser des élections ; des délais prescrits par la loi et les réformes électorales envisagées suite aux recommandations de la Mission d'Experts Électoraux (MEE) de l'UE de 2020 ; la mise en place d'un cadre de concertation des parties prenantes inclusif et fonctionnel ; le coût élevé et incertain du budget des processus électoraux ; la communication, la sensibilisation et la participation politique des burkinabè de l'étranger, des femmes, des jeunes et des personnes vulnérables, y inclus les PDI ; le recouvrement de l'intégrité territoriale du Burkina et l'accessibilité de nombreuses zones du territoire ; la logistique des élections (état des infrastructures, accessibilité de nombreuses zones du territoire ...) ; la consolidation de la culture démocratique et le retour de la confiance dans la démocratie représentative de la part des burkinabè.

Les recommandations prioritaires de la Mission d'Experts Électoraux (MEE) de l'UE de 2020 concernent :

- (6) Développer une stratégie de communication pertinente, systématique et régulière selon les périodes du cycle électoral : phase pré-électorale, jour du scrutin, et phase post-électorale, en instituant la fonction de porte-parole.
- (7) Consolider les capacités organisationnelles de la CENI : (i) en renforçant le secrétariat général et les directions ainsi que ses démembrements notamment en ressources humaines, et (ii) en créant une direction juridique pour assurer de manière systématique le pouvoir règlementaire et le traitement des plaintes reçues par l'institution.
- (8) Renforcer le rôle de coordination de la CENI, en l'impliquant, tant au niveau national que local, dans les activités de sensibilisation conduites par les différentes organisations de la société civile.
- (9) Prioritaire : Planifier la constitution d'un nouveau fichier électoral, à l'aide de la détention de la carte nationale d'identité burkinabè (CNIB) pour l'inscription sur les listes électorales biométriques, supprimant ainsi la carte d'électeur. La gratuité des CNIB devra être soutenue dans le contexte burkinabè où l'Office national d'identité délivre de tels documents d'identité. La synergie entre le

registre unique de population prévu d'être alimenté par la gestion des actes d'état civil (les naissances, les décès, et les délivrances de jugements supplétifs), et le fichier des CNIB devra s'appuyer sur une coordination interministérielle, voire la mise en place d'une structure dédiée (modification requise du cadre juridique).

- (12) Prioritaire : Fixer un plafonnement des dépenses de campagne des candidats et partis politiques, tout en renforçant le mécanisme de contrôle des dépenses de campagne (financements public et privé). Le financement privé des dépenses de campagne devra être règlementé (modification requise du cadre juridique).
- (13) Inscrire dans la loi le régime et la régulation de la couverture de la propagande politique et de la publicité électorale, notamment dans les médias privés, afin de garantir des principes tels que ceux d'égalité, d'opportunités et de transparence.
- (14) Poursuivre le développement d'outils de vérification de l'information en ligne et de lutte contre les fausses informations, à destination des médias publics et privés, des principaux fournisseurs de réseaux sociaux (Facebook) et des citoyens (modification requise du cadre juridique).
- 15) Prioritaire : Assurer une représentation des femmes dans les assemblées élues de 30%, proportion évoquée dans la loi sur le quota genre, par l'adoption de mesures spéciales temporaires contraignantes portant sur les candidatures comme les sièges (modification requise du cadre juridique).

Un glissement du calendrier électoral de plusieurs mois pour des raisons techniques est un scénario possible, sachant notamment qu'il reste encore, une fois toutes les Institutions mises en place, à finaliser le cadre juridique des élections avant de démarrer toute opération électorale. Par ailleurs, l'appropriation du processus électoral par l'ensemble des Burkinabè est indispensable à l'ancrage à long terme de la culture démocratique dans le pays, d'où la nécessité de responsabiliser, à la fois, les citoyens, la société civile, les partis politiques ainsi que les institutions telles que la CENI, les juridictions en charge du contentieux et le CSC.

Les **bénéficiaires finaux** seront les citoyens et les citoyennes burkinabè considérés de façon inclusive. Un accent sera particulièrement mis sur les femmes, les jeunes en âge de voter et les personnes vulnérables, y inclus les personnes déplacées internes, tant d'un point de vue de leur participation au processus électoral que de leur représentativité en tant qu'élus.

Les **groupes cibles** seront à la fois les organisations de la société civile actives dans la démocratie, les droits humains et les élections (y inclus la Coalition des Organisations de la Société Civile pour l'Observation Domestique des Élections - CODEL), les mouvements de jeunesse, de femmes et de personnes vulnérables, la presse et les médias, les forces de sécurité et de défense, les partis politiques, la CENI, le CSC ou encore les organes de gestion du contentieux électoral.

2.3 Autres domaines d'évaluation

Sans objet.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'**objectif général** (impact) de cette action est d'accompagner le processus de transition démocratique agréée avec la communauté internationale.

Les **objectifs spécifiques** (OS - résultats) de cette action sont les suivants:

1. OS1 : Les **organismes publics clés du processus électoral** sont soutenus afin qu'ils soient crédibles, efficaces, transparents et inclusifs.
2. OS2 : Les **citoyens** sont mieux informés, responsabilisés et acteurs des élections, avec une attention particulière sur les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables.

3. OS3 : La **capacité de la société civile** burkinabè (y inclus celles représentant les droits des femmes et des personnes en situation de handicap) est renforcée afin de contribuer davantage à la bonne gouvernance électorale.
4. OS4 : Les **acteurs politiques** sont plus redevables, inclusifs et responsabilisés.

La mise en œuvre de ces objectifs prendra en compte les recommandations émises par la Mission d'Experts Électorales (MEE) de l'UE de 2020 et en particulier les recommandations prioritaires.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondant sont les suivants.

Produits contribuant à l'effet attendu 1 (ou OS1) - Les organismes publics clés du processus électoral sont soutenus afin qu'ils soient crédibles, efficaces, transparents et inclusifs.

- 1.1 Les capacités institutionnelles et professionnelles du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (MATDS) et de la CENI (y compris ses démembrements) pour la planification et l'exécution des opérations électorales sont renforcées.
- 1.2 Les capacités des juridictions impliquées dans le contentieux électoral sont renforcées.

Produits contribuant à l'effet attendu 2 (ou OS2) - Les citoyens sont mieux informés, responsabilisés et acteurs des élections, avec une attention particulière sur les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables.

- 2.1 Les principes internationaux de la bonne pratique électorale sont connus et la culture démocratique est renforcée.
- 2.2 Les capacités du secteur des médias pour promouvoir un environnement libre, pluraliste, indépendant et apaisé, y compris en période d'élections, sont renforcées.
- 2.3 Les capacités du CSC dans le domaine du monitoring des médias, y compris en temps d'élections, sont renforcées.

Produits contribuant à l'effet attendu 3 (ou OS3) - La capacité de la société civile burkinabè est renforcée afin de contribuer davantage à la bonne gouvernance électorale.

- 3.1 La confiance du public dans les processus électoraux et démocratiques, y compris en contribuant à prévenir la corruption électorale, est renforcée.
- 3.2 La prévention et la gestion des conflits électoraux est appuyée.

Produits contribuant à l'effet attendu 4 (ou OS4) - Les acteurs politiques sont plus redevables, inclusifs et responsabilisés.

- 4.1 L'organisation et la gouvernance interne des partis politiques sont renforcées.
- 4.2 Les capacités techniques et opérationnelles des acteurs politiques (partis et candidats) dans le domaine de la surveillance électorale sont renforcées.

3.2 Activités indicatives

OS1 : Les organismes publics clés du processus électoral sont soutenus afin qu'ils soient crédibles, efficaces, transparents et inclusifs.

Activités liées au produit 1.1 : un appui à l'administration électorale dans la mise en œuvre de la feuille de route électorale puis dans l'organisation des scrutins, y compris les aspects clefs de la sécurisation des scrutins (en lien avec les forces de sécurité) ; un renforcement des capacités de l'administration électorale et de ses démembrements à tous les niveaux, notamment dans l'utilisation et l'opérationnalisation des nouvelles technologies électorales à toutes les étapes du processus électoral (enregistrement des électeurs et des candidats, opérations de vote, transmission des résultats, etc.) ; un appui à la CENI en vue de la formation de ces cadres permanents et agents de court-terme ; un appui à l'administration électorale dans la définition de stratégie « des minorités » dans le processus électoral et dans sa stratégie « genre » ; un

renforcement de l'administration électorale en matière de communication interne et externe afin de renforcer sa crédibilité ; un renforcement des synergies, de l'échange d'informations et de la coordination entre les différentes actions menées par la CENI/le MATD, les parties prenantes et les partenaires techniques et financiers (sensibilisation électorale, éducation civique, observation électorale, etc.) ; un renforcement de la CENI et de ses démembrements dans les domaines de la prévention de la violence électorale, de la transparence et du dialogue avec les partis politiques, la société civile et les forces de sécurité.

Activités liées au produit 1.2: un renforcement des capacités techniques et opérationnelles des différentes juridictions en vue des élections de sortie de Transition (Conseil constitutionnel, Conseil d'État, tribunaux et cours, etc.) ; un appui direct aux différentes juridictions dans leurs missions de gestion du contentieux électoral, y compris en réalisant une évaluation finale de leur rôle tout au long du processus.

OS2 : Les citoyens sont mieux informés, responsabilisés et acteurs des élections, avec une attention particulière sur les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables.

Activités liées au produit 2.1 : la promotion de l'éducation civique et la sensibilisation électorale pour un engagement actif et apaisé des citoyens dans le processus électoral, et plus particulièrement des femmes, des jeunes et des PDI ; le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs et actrices de la société civile afin de les aider à jouer pleinement leur rôle dans l'appui à la participation des citoyens au cycle électoral en matière d'éducation civique et de sensibilisation électorale ; l'appui à la mise en place de comités locaux d'éducation civique, de sensibilisation électorale et de prévention des conflits électoraux, incluant la mise en place de forums locaux des femmes et des jeunes leaders ainsi que la prévention et la protection des femmes et des jeunes contre les violences électorales ; la réalisation de campagnes pour encourager la confiance des citoyens dans le système démocratique et favoriser des élections pacifiques sur des médias traditionnels et les réseaux sociaux ; l'accompagnement de la veille démocratique de la société civile et de la redevabilité des élus envers les citoyens.

Activités liées au produit 2.2 : un renforcement des capacités techniques et opérationnelles des médias en vue des élections de sortie de Transition tant pour les campagnes électorales, l'analyse des programmes des partis politiques que pour leur couverture des élections sensible aux conflits et pour leur implication dans le mécanisme d'alerte précoce et de prévention des conflits électoraux ; un renforcement du niveau d'information des citoyens sur les enjeux électoraux et de gouvernance démocratique ; un appui à la communauté média (journalistes, blogueurs et « communicateurs ») afin qu'elle s'organise de manière professionnelle, indépendante et crédible lors de la couverture des élections, y compris avec la mise en place d'un système de lutte contre les « *fake news* », la désinformation et les discours haineux.

Activités liées au produit 2.3 : un renforcement des capacités techniques et opérationnelles du CSC ; un appui au CSC dans sa mission de suivi des médias traditionnels, électroniques et réseaux sociaux tout au long du processus électoral et au-delà, avec un accent sur la sensibilité aux conflits, la désinformation et les discours haineux.

OS3 : La capacité de la société civile burkinabè est renforcée afin de contribuer davantage à la bonne gouvernance électorale.

Activités liées au produit 3.1: un appui aux organisations de la société civile (OSC) afin de mener un plaidoyer argumenté et constructif pour des réformes électorales incorporant les recommandations des missions d'observation électorale (notamment les missions d'observation électorale de 2015 et d'experts électoraux de 2020), y inclus post-scrutins (si le référendum constitutionnel intervient après) ; un renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs et actrices de la société civile afin de leur permettre d'observer et d'analyser avec professionnalisme, et de préférence en synergie, l'ensemble des aspects du processus électoral à travers tout le territoire national, y inclus un monitoring des violences, leur participation à l'alerte précoce et au dialogue ainsi qu'un comptage parallèle des résultats par la société civile (échantillon représentatif) ; un appui à la mise en place de comités locaux d'alerte précoce et de médiation des conflits électoraux, en coordination avec les observateurs électoraux, avec la perspective de leur transformation en comités de veille permanents.

Activités liées au produit 3.2 : l'évaluation de la menace pour la sécurité électorale au travers d'une cartographie des risques de violences envers ses participants (personnel électoral, candidats et électeurs), son infrastructure, ses informations et son matériel ; l'élaboration d'une stratégie de sécurisation des élections avec une coordination renforcée entre les parties prenantes et avec des plans efficaces comme l'identification de signes d'alerte précoce, la mobilisation des efforts citoyens de surveillance et de limitation de la violence, l'envoi de forces de sécurité dûment formées, la coordination entre les organismes gouvernementaux et l'éducation du public ainsi que les actions y afférentes à court, moyen et long terme ; la formation des forces de sécurité sur l'usage proportionnel de la force et sur les droits humains ; la mise en place d'un mécanisme d'identification et d'alerte précoce des violences électorales avec les OSC, l'administration électorale, les autorités, les OSC, etc. ; la veille des droits humains en période électorale par la CNDH et les ONGs spécialisées, en favorisant les mécanismes internationaux, régionaux et nationaux des droits humains pour renforcer la prévention et la réponse aux violences ; un renforcement des mécanismes de gestion des contentieux électoraux, notamment au niveau local à la fois par les autorités coutumières, les mécanismes informels/traditionnels et les juridictions concernées ; le renforcement de la diplomatie préventive au travers de la coordination entre les partenaires (y inclus la CEDEAO et l'UA) avec des analyses de risques, des actions et des messages ciblés. Au-delà de cette activité, la « prévention de la violence électorale » devra être une thématique transversale de toute l'action.

OS4 : Les acteurs politiques sont plus redevables, inclusifs et responsabilisés.

Activités liées au produit 4.1 : le renforcement des capacités des acteurs politiques à élaborer des programmes et des messages à destination des citoyens en période électorale ainsi qu'à développer des stratégies de campagne ; la formation des partisans ; la communication programmatique ; la sensibilisation des partis politiques quant à l'implication des groupes marginalisés, notamment les femmes et les jeunes, dans la vie interne aux partis ainsi qu'à la participation active aux scrutins ; l'engagement pérenne des partis politiques autour de la redevabilité des élus envers les citoyens.

Activités liées au produit 4.2 : un appui aux partis politiques/candidats en vue du recrutement et de la formation de leurs représentants dans les bureaux de vote le jour du scrutin à la surveillance électorale ; une sensibilisation des partis politiques/candidats à régler les différends électoraux de manière légale et pacifique au travers de mécanismes intra et interpartis et de l'adoption de code de bonne conduite pour les partis politiques et les candidats ; un renforcement des capacités des partis politiques/candidats en termes de contentieux électoral (formulation et dépôt des recours devant les juridictions concernées, etc.).

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique : L'évaluation préliminaire des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que **catégorie C** (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire). L'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques des agences de notation a conclu que cette action était « risque faible » ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire). Le pays est très vulnérable aux effets du changement climatique (baisse et mauvaise répartition pluviométrique, sécheresses et inondations) ce qui provoque une dégradation des terres et des ressources en eau, ainsi que l'érosion et la perte de fertilité des sols.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles : Conformément aux marqueurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, cette action porte la mention **G1**. Cela implique l'inclusion d'une perspective du genre dans toutes les activités du programme. Au-delà de l'inclusion des femmes, l'action veillera à analyser dans chaque secteur les dynamiques de genre, les rapports de pouvoir, les conditions d'accès et les besoins différenciés entre les hommes et les femmes, afin de concevoir des activités qui exploitent les opportunités et adressent les blocages. L'action s'aligne sur le

nouveau plan d'action genre (GAP III) et son plan de mise en œuvre Team Europe (CLIP) au Burkina Faso pour la période de 2021-2025, et la Stratégie Nationale Genre 2020-2024 du gouvernement et de la feuille de route société civile 2021-2024. Cet alignement sera significatif sur les priorités relatives à la mise en œuvre du plan d'action femmes, paix et sécurité. La participation égale des femmes et des hommes aux instances décisionnelles constitue un des grands principes clés sur lequel repose la bonne gouvernance, gage d'un développement durable d'une nation. Le thème du genre sera spécifiquement abordé dans les formations fournies à la CENI, aux OSC et aux partis politiques ainsi que dans les activités de sensibilisation. Le projet contribuera également au renforcement de la participation des femmes à la vie politique, au-delà des efforts de sensibilisation visant leur participation effective au processus électoral.

Droits humains : l'action intègre l'approche basée sur les droits de l'Homme qui a pour objectif de renforcer les capacités des détenteurs d'obligations à assumer leurs responsabilités et encourage les détenteurs de droits à les faire respecter. Le succès des activités mises en œuvre sera notamment évalué au regard du respect des engagements internationaux de l'État burkinabè dans la protection des droits fondamentaux de la personne. Le respect des droits de l'Homme s'avère plus critique dans un contexte d'insécurité car les vulnérabilités sont exacerbées, notamment pour les PDI, ce qui les rend plus fragiles aux risques des violences et d'abus. L'accès aux documents d'identité sera favorisé pour permettre d'assurer la participation des personnes vulnérables et des PDI. Dans le cadre de la sécurisation des différentes étapes des différentes élections, des actions de sensibilisation et de formation sur les droits de l'Homme seront réalisées par la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) en faveur des acteurs impliqués par le processus électoral, en particulier les forces de défense et de sécurité.

Invalidité/Handicap : Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention **D1**. Cela implique l'inclusion des personnes invalides/handicapées dans toutes les activités du projet, en particulier des actions spécifiques de sensibilisation et la facilitation de l'accès au bureau de vote.

Démocratie : La prise en compte des questions transversales et des considérations relatives à la bonne gouvernance sont assurées par : (i) l'implication systématique des différents acteurs dans des processus transparents de décision, d'examen de la faisabilité et dans la mise en œuvre des actions à tous les niveaux ; (ii) les objectifs de bonne gouvernance de l'UE ; (iii) l'application des principes de genre et d'inclusivité des jeunes et des personnes vulnérables (y inclus les PDI), et (iv) l'intégration des stratégies/actions du projet dans le cadre global de la bonne gouvernance. L'action développera des mécanismes d'alerte précoce, d'observation électorale et de monitoring du processus électoral. Les femmes et les jeunes seront intégrés pour une pleine participation aux processus électoraux en tant qu'électeurs et candidats aux élections. Au niveau local, le remplacement des conseils locaux élus par des délégations spéciales désignées sur toute l'étendue du territoire a mis à l'arrêt la démocratie locale. Les élections locales, prévues dans les 6 mois après les élections couplées législatives / présidentielle, devraient permettre de relancer le processus de décentralisation, une gouvernance locale plus inclusive et une démocratie locale renouvelée, tant au niveau qu'au niveau avec les associations des pouvoirs locaux. L'appui aux partis politiques concerneront, notamment, la gouvernance interne, le renforcement des capacités des partisans, le respect des normes et de la déontologie, la communication programmatique, la promotion de la participation des femmes et des jeunes.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience : L'action bénéficiera du dialogue politique qui accompagnera la mise en œuvre des actions et qui permettra de suivre le déroulement du cycle électoral avec les différentes élections pour le retour à l'ordre constitutionnel. Cette action s'inscrit également dans le cadre du Plan d'action national femmes, paix et sécurité du Burkina Faso pour la mise en œuvre des Résolutions 1325, 1820 et 2242 du Conseil de Sécurité 2020 - 2022. Cela se traduira par des appuis aux ONG féminines pour permettre la participation des femmes aux instances de gouvernance et l'intégration de la dimension genre dans la gouvernance de la sécurité et de la défense, les négociations de paix, la consolidation de la paix et la gouvernance post-conflit. Il s'agira d'appuyer une meilleure représentation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions et les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention et le règlement des différends.

Réduction des risques de catastrophes : L'action va contribuer à renforcer la gouvernance des risques de catastrophe, aux niveaux national et local, aux fins de la prévention, de l'atténuation, de la préparation, des interventions, du relèvement et de la remise en état, notamment des infrastructures sociales de base. Cela impliquera également une meilleure inclusion des femmes, des jeunes, des PDI et des personnes vulnérables, dans l'amélioration de la gouvernance des risques de catastrophes.

Autres considérations: Les personnes déplacées internes seront prises en compte dans les actions tant au niveau de la délivrance de leurs documents d'identité pour leur enrôlement sur les listes électorales, pour une meilleure prise en compte dans les propositions programmatiques des partis politiques que pour assurer leur pleine participation lors des différents scrutins électoraux.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Elevée/ Moyenne/ Faible)	Impact (Elevé/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Politique	Un désaccord entre toutes les parties prenantes sur les réformes électorales et l'organisation des échéances électorales (référendum constitutionnel, présidentielle/législatives, et locales) pourrait donner lieu à une grave crise politique, avec le non-respect de l'accord avec la CEDEAO sur le délai de transition et le retour à l'ordre constitutionnel au 1er juillet 2024.	Moyenne	Élevé	Assurer un dialogue permanent engagé dans des cadres de concertation entre les autorités de la transition, les partis politiques, les forces vives burkinabè et les PTF afin d'encourager le respect des engagements pris pour le délai de la transition et le retour à l'ordre constitutionnel. Maintenir un dialogue politique de haut niveau (CEDEAO, UA, ONU, UE, États...) et soutenir la volonté politique des autorités de la Transition. Renforcer le suivi politique de l'UE.
	Faiblesses organisationnelles et logistiques des OSC, ou contrôle renforcé limitant leur capacité d'actions dans le processus électoral.	Faible	Moyen	Renforcer l'appui de l'UE et de la communauté internationale aux OSC. Plaidoyer renforcé de la communauté internationale, sous impulsion de l'UE auprès des autorités nationales. Choix stratégiques quant aux OSC les plus performantes pour

				appuyer le processus électoral.
Financier	<p>Manque ou insuffisance de ressources financières pour la réalisation des opérations pré électorales, en particulier la révision du fichier électoral.</p> <p>Difficultés à mobiliser des fonds complémentaires auprès des PTF pour le projet du PNUD.</p> <p>Retard dans le décaissement des bailleurs.</p>	Moyenne	Élevé	<p>Prendre les dispositions budgétaires de façon anticipée, tant au niveau du budget de l'État que des PTF impliqués, en particulier l'UE pour s'assurer de l'exécution des opérations d'enregistrement des électeurs dans les délais impartis par le calendrier électoral.</p> <p>Réduire ou simplifier les activités non essentielles.</p> <p>Intensifier la politique de mobilisation des ressources.</p> <p>Assurer un suivi régulier des décaissements avec les PTF.</p>
Sécuritaire	<p>La situation sécuritaire continue à se dégrader avec une aggravation de la perte de contrôle du territoire par l'État.</p> <p>Des attaques terroristes perturbent le processus électoral.</p> <p>Une violence électorale ou post-électorale éclate.</p>	<p>Élevée</p> <p>Élevée</p> <p>Moyenne</p>	<p>Élevé</p> <p>Moyen</p> <p>Élevé</p>	<p>Prendre en compte dans le cadre de la révision du code électoral les modalités d'organisation des élections adaptées à une couverture territoriale partielle électorale.</p> <p>Développer une stratégie de sécurisation des élections, de prévention des conflits et de consolidation de la paix.</p> <p>Prendre en compte la localisation des déplacés internes dans la couverture des bureaux de vote.</p> <p>Développer un plan de gestion des menaces sécuritaires avec les forces de sécurité et parties prenantes concernées à mettre en œuvre en cas d'attaques</p>

				terroristes et de dégradation sécuritaire rapide. Prendre des mesures d'apaisement avec les partis politiques et le Gouvernement.
Sanitaire	La propagation du coronavirus reprend.	Faible	Faible	Développer une stratégie de déploiement de mesures sanitaires dans les bureaux d'enrôlement des électeurs et de vote.
Opérationnel	Retard dans les réformes et les opérations électorales avec le risque d'un glissement de calendrier.	Moyenne	Moyen	Développer les plans logistiques et opérationnels le plus tôt possible et assurer leur mise en œuvre. Prévoir des mécanismes permettant de geler les activités pendant une période donnée.
	Non-respect du calendrier électoral, annulation du référendum constitutionnel, report des élections présidentielles et législatives.	Élevée	Élevé	Assurer un suivi concerté entre les parties prenantes des opérations électorales.
	Le vote à l'étranger limité par manque de coopération des pays hôtes et/ou problèmes organisationnels.	Moyenne	Faible	Promouvoir une stratégie de communication de la CENI.
	Le droit de vote limitée par manque de document d'identité.	Élevée	Moyen	Établir des échanges avec les pays hôtes portant sur tous les dispositifs nécessaires au bon déroulement du vote de la diaspora. Encourager la régularisation des pièces d'état civil pour l'obtention des pièces d'identité nécessaires à l'enrôlement électoral.
Technique	Mauvaise conduite des opérations électorales due au manque ou insuffisances de capacités et de compétences techniques du personnel en	Moyenne	Élevée	Élaboration de programmes de formations ciblées à l'intention du personnel

	charge des différentes opérations.			des opérations électorales.
Décisionnel	Retards dans le processus de formulation et d'approbation du projet et du démarrage de la mise en œuvre.	Moyenne	Moyen	Un processus d'approbation d'urgence du document d'action est proposé. Des éventuelles dérogations aux procédures seront étudiées afin de tenir compte du contexte, des délais et des enjeux (Pe. accord de rétroactivité avec le PNUD).

Enseignements tirés :

Lors du dernier cycle électoral (2019/début 2022), l'essentiel des appuis techniques et financiers, dont une contribution de 9 millions euros de l'UE, a transité par le panier commun PAPE-BF mis en œuvre par le PNUD organisé autour de cinq composantes : i) renforcement des capacités et aux opérations électorales ; ii) communication, éducation civique et sensibilisation pour une plus grande participation citoyenne ; iii) prévention et gestion des conflits électoraux ; iv) participation politique des femmes et des jeunes ; v) activités post-électorales. D'autres actions ont été mises en œuvre, de façon distincte, au travers de soutiens à l'observation domestique électorale (DIAKONIA/CODEL), à la participation citoyenne et politique des jeunes et des femmes (8 subventions à des OSC sur appels à propositions), à la veille des droits de l'Homme lors des élections (CNDH), à l'expertise électorale et au déploiement d'une mission d'experts électoraux européens.

Une évaluation ROM de mai 2022 a permis de tirer les enseignements suivants :

- Poursuivre un appui global au processus électoral associant l'ensemble des acteurs pertinents, en intégrant les leçons apprises par l'intervention et afin i) d'accompagner les réformes déjà identifiées comme nécessaire (refonte du Fichier électoral, révision du code électoral sur le fonctionnement des partis politiques et leur financement public et privé, plafonnement des dépenses de campagne, renforcement de la prise en compte effective du quota-genre...), ii) d'adopter des mécanismes permettant d'assurer une meilleure inclusivité et iii) de manière générale intégrer les recommandations des missions d'expertise électorale.
- Sans préjudice sur la possibilité de soutenir d'autres interventions en parallèle, continuer à participer de façon conséquente à une action partagée de type "panier commun" entre partenaires techniques et financiers.
- Renforcer les actions ciblées de sensibilisation en faveur de l'enrôlement et de la participation au vote, et multiplier les opérations d'enrôlement, et accompagner les autorités sur la réflexion et la mise en œuvre de dispositions spécifiques aux personnes déplacées internes, et aux burkinabés de l'étranger.
- Anticiper la disponibilité des fonds dans la perspective des élections de fin de Transition (dont la date indicative du second trimestre 2024 reste à confirmer).

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est d'accroître la confiance des citoyens burkinabè dans le processus électoral en contribuant à des élections crédibles, transparentes, inclusives et apaisées.

L'action pourrait se décliner selon deux axes principaux, le renforcement des capacités institutionnelles en matière électorale et le renforcement de la culture démocratique (citoyens, jeunes et parties prenantes).

Le Consensus européen pour le Développement encourage à développer des partenariats avec le système des Nations unies et le PNUD est une agence spécialisée dans le domaine électorale, avec une expérience conséquente au Burkina Faso. Une dynamique de financements avec plusieurs PTFs semble donc à privilégier ici (*Basket Fund*, cofinancements, etc.) afin notamment de minimiser les risques d'instrumentalisation de l'appui européen.

L'aspect « sécurisation des élections » sera un élément clef de l'organisation du prochain cycle électoral. Aussi, il devra être absolument intégré aux activités prévues par le futur partenaire de mise en œuvre. La « prévention de la violence électorale » devra être une thématique transversale de toute l'action.

Ainsi, dans le cadre de la convention de contribution avec le PNUD, il sera fortement encouragé des partenariats avec des partenaires de mise en œuvre, ayant déjà des capacités avérées et de l'expérience acquise lors des précédentes élections. C'est notamment le cas de certaines organisations de la société civile qui interviendront dans le cadre de l'environnement électoral, notamment pour les autres produits (P2.1, P2.2, P3.1, P3.2, P4.1 et P4.2).

Le choix d'une sous-contractualisation interne au panier commun du PNUD a fait l'objet de plusieurs rencontres et d'échanges entre les PTF, y inclus les États membres abondant au panier commun des élections de 2020, et le PNUD. Cela permettra d'assurer une bonne coordination et des synergies entre les différentes parties prenantes et les différentes interventions en faveur de l'appui institutionnel et de l'appui à l'environnement électoral.

Des PTF comme la Suisse, l'Allemagne, l'Italie, la Suède, le Danemark, le Luxembourg et la France ont déjà manifesté leurs intentions de contribuer au panier commun et/ou au volet en faveur des actions de la société civile.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention. Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Sources des données	Hypothèses
-----------	----------------------	-------------	----------------------	----------------	---------------------	------------

Impact indicatif	Accompagner le processus de transition démocratique agréée avec la communauté internationale	<ul style="list-style-type: none"> - Les nouveaux élus au niveau de la Présidence, de l'Assemblée nationales et des collectivités territoriales prennent fonction dans les délais prévus par la Transition et post Transition - Taux de participation aux élections, désagréé par sexe pour chaque scrutin (référendum constitutionnel, élections législatives, présidentielles et locales) - Proportion des femmes ayant participé comme candidates aux élections - Proportion des jeunes (- 35 ans) ayant participé comme candidats aux élections - Proportion de femmes députées - Proportion de jeunes députés - Proportion de femmes élues maires - Proportion de femmes élues 	<ul style="list-style-type: none"> - 2020 : 1 Président et 127 députés - 2020 : 50,79% - 2020 : 27,11% - 2020 : 44 ,90% - 2020 : 0,62% - 2020 : 0,08% - 2016 : 2,85% - 2016 : 12,68% 	<ul style="list-style-type: none"> - 2024/2025 : 1 Président, 127 députés, 370 maires (dont 19 d'arrondissements) et 13 Présidents de Conseils Régionaux - 2024/2025 : 60% - 2024/2025 : 35% - 2024/2025 : 50% - 2024/2025 : 20% - 2024/2025 : 20% - 2024/2025 : 10% - 2024/2025 : 20% 		<p>Situation politique stable au cours de la Transition.</p> <p>Respect du calendrier électoral.</p> <p>Amélioration de la situation sécuritaire.</p>
---------------------	--	---	--	--	--	---

		conseillères municipales				
Effet direct 1	<p>Les organismes publics clés du processus électoral sont soutenus afin qu'ils soient crédibles, efficaces, transparents et inclusifs</p>	<p>Nombre des membres (H/F) de la CENI, de ses démembrements et de ses agents ayant bénéficié d'au moins une formation sur la conduite du processus électoral</p> <p>Mise en œuvre des recommandations N° 6 – 8 proposées par la Mission d'Experts Électoraux (MEE) de l'UE de 2020.</p>	<p>2020 : 107.890</p> <p>2021 : recommandations formulées 6, 7 et 8</p>	<p>2024/2025 : 110.000</p> <p>2024/2025 : Une stratégie de communication pertinente adoptée et mise en œuvre</p> <p>2024/2025 : Les capacités organisationnelles de la CENI sont renforcées au niveau du secrétariat général, des directions, des démembrements et la création d'une direction juridique</p> <p>2024/2025 : Le rôle de coordination de la CENI est renforcé tant au niveau national que local</p>	<p>Rapport définitif de la CENI et listes de présence aux ateliers de formation</p> <p>Evaluation de la stratégie de communication de la CENI</p> <p>Organigramme actualisé de la CENI</p> <p>Rapport définitif des activités de la CENI</p>	
Effet direct 2	<p>Les citoyens sont mieux informés, responsabilisés et acteurs des élections, avec une attention particulière sur les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables</p>	<p>Nombre de personnes informées et sensibilisées sur le déroulement et les enjeux du processus électoral apaisé au Burkina Faso</p>	<p>2020 : 2.220.654</p>	<p>2024/2025 : 3.000.000</p>	<p>Sondage sur les population cible des médias et séances de sensibilisation</p>	

Effet direct 3	La capacité de la société civile burkinabè (y inclus celles représentant les droits des femmes et des personnes en situation de handicap) est renforcée afin de contribuer davantage à la bonne gouvernance électorale	Nombre d'observateurs électoraux déployés	2020 : 3.800	2024/2025 : 4.000	Rapport de la CODEL et des missions d'observation	
Effet direct 4	Les acteurs politiques sont plus redevables, inclusifs et responsabilisés	Proportion des partis politiques ayant pris une mesure concrète favorisant la participation politique des femmes, jeunes et PDI Mise en œuvre de la recommandation N° 15 proposée par la Mission d'Experts Électoraux (MEE) de l'UE de 2020	2020 : ND 2021 : recommandation formulée 15	2024/2025 : 50% 2024/2025 : La loi quota genre est révisée et appliquée par les partis politiques en lice	Analyse des listes de candidatures des partis politiques Loi quota genre révisée Analyse des listes de candidatures des partis politiques	
Produit 1.1 lié à l'effet direct 1	Les capacités institutionnelles et professionnelles du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (MATDS) et de la CENI (y compris ses démembrements) pour la planification et l'exécution des opérations	Proportion des membres (H/F) de la CENI, de ses démembrements et de ses agents ayant des capacités suffisantes pour gérer efficacement le processus électoral Mise en œuvre de la recommandation N° 9 proposée par la Mission d'Experts Électoraux	2020 : ND 2021 : recommandation formulée 9	2024/2025 : 95% 2024 : La révision du fichier électoral est réalisée en tenant compte du contexte sécuritaire 2023 : Une étude est réalisée pour permettre l'utilisation éventuelle de la CNIB comme document de vote 2024/2025 : La délivrance des documents d'identité	Rapport définitif de la CENI et évaluation des capacités des participants Fichier électoral actualisé Disponibilité de l'étude Disponibilité des statistiques de délivrance des documents d'identité, y inclus ceux financés dans	

	électorales sont renforcées	(MEE) de l'UE de 2020 :		est facilitée en particulier en faveur des PDI	le cadre du projet	
Produit 1.2 lié à l'effet direct 1	Les capacités des juridictions impliquées dans le contentieux électoral sont renforcées	<p>Nombre de membres du pouvoir judiciaire formés sur la gestion du contentieux électoral</p> <p>Le Conseil Constitutionnel et le Conseil d'État avec des capacités suffisantes sur la gestion du contentieux électoral</p>	<p>2020 : 121</p> <p>2020 : Oui</p>	<p>2024/2025 : 130</p> <p>2024/2025 : Oui</p>	<p>Rapport annuel du PNUD et listes de présence aux ateliers de formation</p> <p>Rapports du Conseil Constitutionnel et du Conseil d'État</p>	
Produit 2.1 lié à l'effet direct 2	Les principes internationaux de la bonne pratique électorale sont connus et la culture démocratique est renforcée	Nombre d'OSC impliquées dans la sensibilisation pour un processus électoral apaisé	2020 : 8	2024/2025 : 10	Contrats de subventions et mis en œuvre (demandeurs et co-demandeurs)	
Produit 2.2 lié à l'effet direct 2	Les capacités du secteur des médias pour promouvoir un environnement libre, pluraliste, indépendant et apaisé, y compris en période d'élections, sont renforcées	<p>Proportion des acteurs de la communication et de la régulation avec des connaissances suffisantes pour assurer le monitoring des discours pendant les campagnes électorales</p> <p>Mise en œuvre des recommandations N° 13-14 proposées par la Mission d'Experts Électoraux (MEE) de l'UE de 2020:</p>	<p>2020 : 89%</p> <p>2021 : recommandations formulées 13 et 14</p>	<p>2024/2025 : 95%</p> <p>2024 : La révision du code électoral prend en compte la régulation de la couverture de la propagande politique et de la publicité électorale</p> <p>2024/2025 : Les médias sont soutenus pour assurer une couverture des élections sensibles aux conflits, ciblant les fake news, la</p>	<p>Rapport du Conseil Supérieur de la Communication et des organes de presse</p> <p>Le code électoral révisés</p> <p>Rapport du Conseil Supérieur de la Communication (CSC) et</p>	

				désinformation et les discours haineux	rapports des médias	
Produit 2.3 lié à l'effet direct 2	Les capacités du CSC dans le domaine du monitoring des médias, y compris en temps d'élections, sont renforcées	Nombre de moniteurs du Conseil Supérieur de la Communication formés sur le monitoring des discours pendant la campagne électorale	2020 : 110	2024/2025 : 150	Rapport du Conseil Supérieur de la Communication	
Produit 3.1 lié à l'effet direct 3	La confiance du public dans les processus électoraux et démocratiques, y compris en contribuant à prévenir la corruption électorale, est renforcée	Adoption de mesures préventives et de sanctions dissuasives contre la fraude électorale Taux de couverture des bureaux de vote et centres de compilation ouverts par les observateurs Mise en œuvre de la recommandation N° 12 proposée par la Mission d'Experts Électoraux (MEE) de l'UE de 2020 : (2020 : Non 2020 : 25% 2021 : recommandations formulées 12	2024/2025 : Oui 2024/2025 : 25% 2024 : Le plafonnement des dépenses des campagnes électorales et le financement privé des partis politiques ainsi que la lutte contre la fraude électorale sont encadrés par la révision de la loi afférente aux partis politiques et à la révision du code électoral	Code de déontologie adopté par les partis politiques et révision du code électoral Rapport de la CODEL et des missions d'observation Loi afférent aux partis politiques et le code électoral révisés	
Produit 3.2 lié à l'effet direct 3	La prévention et la gestion des conflits électoraux est appuyée	Niveau de satisfaction des responsables de la sécurité par rapport aux capacités du dispositif sécuritaire Existence d'un dispositif d'alerte précoce	2020 : ND 2020 : Oui 2020 : 649	2024/2025 : Bon 2024/2025 : Oui 2024/2025 : 700	Rapport des forces de défense et de sécurité Vérification de la fonctionnalité du dispositif Rapport du dispositif d'alerte précoce	

		Nombre des conflits électoraux résolus grâce au dispositif d'alerte et de gestion (nombre de conflits répertoriés et traités)				
Produit 4.1 lié à l'effet direct 4	L'organisation et la gouvernance interne des partis politiques sont renforcées	Proportion des partis politiques qui ont été sensibilisés à la prise en compte du genre	2020 : 100%	2024/2025 : 100%	Rapport de formation	
Produit 4.2 lié à l'effet direct 4	Les capacités techniques et opérationnelles des acteurs politiques (partis et candidats) dans le domaine de la surveillance électorale sont renforcées	Nombre d'acteurs politiques ayant leurs capacités renforcées	2020 : ND	2024/2025 : 200	Liste des participants aux ateliers de renforcement de capacités	

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Burkina Faso.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la (des) subvention(s)

Une partie de cette action sera mise en œuvre au travers d'un contrat de subvention en gestion directe avec des organisations non gouvernementales, en consortium ou non, expérimentées dans les thématiques et dans les zones concernées.

Cela concerne notamment les activités liées aux produits P.2.1 – Les principes internationaux de la bonne pratique électorale sont connus et la culture démocratique est renforcée, P.2.2 – Les capacités du secteur des médias pour promouvoir un environnement libre, pluraliste, indépendant et apaisé, y compris en période d'élections, sont renforcées et P.2.3 - Les capacités du CSC dans le domaine du monitoring des médias, y compris en temps d'élections, sont renforcées ; P.3.1 - La confiance du public dans les processus électoraux et démocratiques, y compris en contribuant à prévenir la corruption électorale, est renforcée et P.3.2 - La prévention et la gestion des conflits électoraux est appuyée ; P.4.1 - L'organisation et la gouvernance interne des partis politiques sont renforcées et P.4.2 - Les capacités techniques et opérationnelles des acteurs politiques (partis et candidats) dans le domaine de la surveillance électorale sont renforcées.

b) Type de demandeurs visés

Des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales ou fondations disposant de références et d'expériences dans le domaine électoral.

¹ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant d'identifier les régimes de sanctions. La source des sanctions découle des actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales ou des fondations sélectionnés sur la base des critères suivants :

- Expérience et capacités opérationnelles / logistiques dans le pays ;
- Expérience préalable avec les acteurs nationaux et locaux : CENI, ONGs internationales et locales, OSC, etc. ;
- Expérience fructueuse dans la mise en œuvre de subventions UE ou autre bailleur de même ordre de grandeur ;
- Expérience avérée dans les domaines concernés du cycle électoral, des élections et de l'environnement électoral.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195a du règlement financier). Le recours à cette procédure est dû à l'impact que la situation politique, sécuritaire et humanitaire du pays a sur la mise en œuvre des actions contribuant à la sortie de la Transition et au retour à l'ordre constitutionnel au Burkina Faso. Il est nécessaire de pouvoir sélectionner directement un partenaire de mise en œuvre qui répondent aux critères ci-dessus et qui ont déjà une forte présence sur le territoire.

En cas d'échec des négociations avec l'entité sélectionnée pour une subvention en gestion directe, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.4.

4.4.2 *Gestion directe (passation de marchés)*

Un marché de services sera lancé pour une expertise technique qui fournira de l'appui conseil et assurera le suivi du projet. Le contrat consistera à :

- Appuyer et conseiller les acteurs électoraux, les partenaires de mise en œuvre PNUD et organisations non gouvernementales ;
- Appuyer la coordination et le monitoring des actions mises en œuvre par la société civile ainsi qu'avec les autres initiatives de la société civile ;
- Accompagner la mise en œuvre des actions pertinentes d'appui au processus électoral au Burkina Faso de l'UE pour le déroulement d'élections inclusives, transparentes et pacifiques au Burkina Faso ;
- Appuyer la Délégation de l'Union européenne et les autorités dans le suivi du processus électoral, la préparation et le déploiement de l'appui européen à ce processus en collaboration avec les autres partenaires techniques et financiers ;
- Analyser le processus électoral, de son contexte et des principaux acteurs impliqués et concernés.

4.4.3 *Gestion indirecte avec une organisation internationale*

Une partie de la présente action, en particulier les activités liées aux produits P.1.1 – Les capacités institutionnelles et professionnelles du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (MATDS) et de la CENI (y compris ses démembrements) pour la planification et l'exécution des opérations électorales sont renforcées et P.1.2 - Les capacités des juridictions impliquées dans le contentieux électoral sont renforcées, peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD). Cette mise en œuvre implique la participation à un fonds commun d'appui au processus électoraux pour le référendum constitutionnel,

les élections couplées présidentielle/législatives et locales (communales et régionales) géré par le PNUD. Cette entité a été soumise à une évaluation de ses systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants :

- Le PNUD a un mandat général des Nations Unies pour l'accompagnement et la gestion des processus électoraux.
- Le PNUD dispose d'avantages comparatifs en termes d'expertise technique, d'impartialité et de coordination des contributions des PTF dans la gestion des processus électoraux.
- Le PNUD a géré un fonds fiduciaire en 2015 et en 2020-2022 pour l'appui aux processus électoraux du pays.
- L'évaluation ROM de juin 2022 a recommandé de poursuivre un appui global au processus électoral au travers de l'approche « panier commun », tant pour son pilotage inclusif réunissant l'ensemble des parties prenantes afin de garantir des synergies et complémentarités indispensables pour une bonne efficience, que pour l'agilité occasionnée dans l'utilisation des contributions de financements.
- La capacité de préfinancement du PNUD constitue un avantage très important du fait des possibles retards de mobilisation du financement.

4.4.4 *Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)*

En raison de circonstances exceptionnelles indépendante de la volonté de la Commission, le mode de gestion pourrait être revu pour l'adapter à la nouvelle situation :

1) Passage d'un mode de gestion directe à une gestion indirecte :

En cas d'échec des négociations avec l'entité sélectionnée pour une subvention en gestion directe, pour les activités des produits P.2.1, P.2.2, P.2.3, P.3.1, P.3.2, P.4.1, P.4.2, une négociation pourrait être initiée pour une mise en œuvre en une gestion indirecte avec le PNUD.

2) Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe :

En cas d'échec des négociations avec l'entité sélectionnée (PNUD) pour la partie de la mise en œuvre de l'action en gestion indirecte, les produits P.1.1, P.1.2 pourront être mis en œuvre en gestion directe selon les modalités suivantes :

a) Objet de la (des) subvention(s)

Une partie de cette action sera mise en œuvre au travers d'un contrat de subvention en gestion directe avec des organisations non gouvernementales, en consortium ou non, expérimentées dans les thématiques et dans les zones concernées.

Cela concerne notamment les activités liées aux produits P.2.1 – Les principes internationaux de la bonne pratique électorale sont connus et la culture démocratique et renforcée, P.2.2 – Les capacités du secteur des médias pour promouvoir un environnement libre, pluraliste, indépendant et apaisé, y compris en période d'élections, sont renforcées et P.2.3 - Les capacités du CSC dans le domaine du monitoring des médias, y compris en temps d'élections, sont renforcées ; P.3.1 - La confiance du public dans les processus électoraux et démocratiques, y compris en contribuant à prévenir la corruption électorale, est renforcée et P.3.2 - La prévention et la gestion des conflits électoraux est appuyée ; P.4.1 - L'organisation et la gouvernance interne des partis politiques sont renforcées et P.4.2 - Les capacités techniques et

opérationnelles des acteurs politiques (partis et candidats) dans le domaine de la surveillance électorale sont renforcées.

b) Type de demandeurs visés

Des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales ou fondations disposant de références et d'expériences dans le domaine électoral.

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales ou des fondations sélectionnés sur la base des critères suivants :

- Expérience et capacités opérationnelles / logistiques dans le pays ;
- Expérience préalable avec les acteurs nationaux et locaux : CENI, ONGs internationales et locales, OSC, etc. ;
- Expérience fructueuse dans la mise en œuvre de subventions UE ou autre bailleur de même ordre de grandeur ;
- Expérience avérée dans les domaines concernés du cycle électoral, des élections et de l'environnement électoral.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195a du règlement financier). Le recours à cette procédure est dû à l'impact que la situation politique, sécuritaire et humanitaire du pays a sur la mise en œuvre des actions contribuant à la sortie de la Transition et au retour à l'ordre constitutionnel au Burkina Faso. Il est nécessaire de pouvoir sélectionner directement un partenaire de mise en œuvre qui répondent aux critères ci-dessus et qui ont déjà une forte présence sur le territoire.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	4 600 000

Expertise technique – Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	300 000
Gestion indirecte avec le PNUD - cf. section 4.4.3	10 000 000
<i>Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1</i>	<i>4 600 000</i>
<i>Passation de marchés (gestion directe) — enveloppe totale de la section 4.4.2</i>	<i>300 000</i>
Évaluation – cf. section 5.2 ; Audit – cf. section 5.3	100 000
Totaux	15 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Trois mécanismes de coordination sont prévus : le Comité de Pilotage de l’environnement électoral, le Comité de Pilotage et le Comité Technique du « Basket Fund ».

La stratégie de mise en œuvre de l’action avec les ONGs pour l’environnement électoral sera coordonnée par le Comité de pilotage composé du Président de la CENI, des cadres de l’entité sélectionnée et de ses codemandeurs et partenaires, des représentants de tierces parties concernées par le projet, de donateurs et d’organisations homologues travaillant à la consolidation de la paix et au soutien à la Transition au Burkina-Faso. Cette structure de coordination permettra un processus décisionnel inclusif et assurera la pertinence et la cohérence de l’action pour l’environnement électoral par rapport au contexte politique national et provincial. En effet, cette structure assurera une certaine flexibilité, indispensable pour prendre en compte les changements politiques et sociaux qui surviennent pendant la période de mise en œuvre. L’entité sélectionnée pour la mise en œuvre des activités liées à l’environnement électoral participera au 2ème Comité de Pilotage géré par le PNUD.

Un 2^{ème} *Comité de Pilotage (CP)* du projet sera mis en place à travers le mécanisme de gestion de ressources financières dénommé « Basket Fund » géré par le PNUD. Il inclut en qualité de membres les représentants du Gouvernement, des Institutions nationales (Conseil Supérieur de la Communication, Conseil constitutionnel, Conseil d’État), de la société civile, de la CENI et des PTF contributeurs au financement. Sous la co-présidence de la CENI et du PNUD, le Comité de Pilotage adopte le plan d’activités détaillé et se réunit une fois par mois, ou de façon extraordinaire en cas de besoin, en vue de faire le point sur l’état d’avancement des activités. Le Secrétariat du Comité de Pilotage est assuré par l’Unité de Gestion du Projet (UGP).

En qualité de sous-structure technique et opérationnelle du Comité de Pilotage, le *Comité Technique* supervise le suivi quotidien des activités du cycle électoral. Il est composé des représentants des points focaux Élections des Ministères et des PTF membres du Comité de Pilotage, des représentants de la CENI, des experts et consultants électoraux nationaux et internationaux et des représentants des ONG internationales et autres organisations sous régionales, régionales ou internationales impliquées. Le Comité Technique se réunit toutes les deux semaines ou de façon extraordinaire en cas de besoin pour soutenir les activités et suivre l’avancement du processus électoral. Il assiste la CENI dans l’élaboration du plan opérationnel détaillé des activités, analyse les problèmes techniques éventuels et formule des avis techniques et des recommandations au Comité de Pilotage.

L’*Unité de Gestion de projet* est dirigée par le Conseiller Technique Principal du projet (CTP). Il est responsable de la mise en œuvre quotidienne du projet, au nom du partenaire de mise en œuvre et dans

les limites accordées par le Comité de Pilotage du projet. La principale responsabilité du gestionnaire de projet est de s'assurer que le projet délivre les produits spécifiés dans le document de projet selon les normes de qualité requises et en respectant les contraintes de temps et de coût. Le CTP du projet est assisté par une unité technique et une unité administrative.

L'équipe gouvernance du PNUD fournira l'assurance qualité, le suivi programmatique et l'appui technique au projet. D'autres unités du PNUD, telles que celles du Suivi et Évaluation, de la Communication, des Finances et de la passation des marchés, vont également appuyer le projet autant que nécessaire.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

4.8 Conditions préalables

Sans objet.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, les partenaires chargés de la mise en œuvre mettent en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élaborent régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux.

Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre des activités l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Les rapports devront expliciter la participation des femmes aux différentes activités et toutes les données seront désagrégées par sexe, âge et handicap. En fonction des données disponibles, les rapports devront également comporter une analyse de l'impact distributionnel de l'action sur les populations touchées. Les rapports seront présentés de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Les rapports finaux, narratifs et financiers, couvriront toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Conformément aux politiques et aux procédures de programmation du PNUD et de l'entité sélectionnée pour l'environnement électoral, le projet fera l'objet d'un suivi régulier et d'évaluation périodique. Le suivi portera essentiellement sur les indicateurs de produits, les livrables des activités, les risques et la capitalisation des connaissances avec pour finalité de partager avec les parties prenantes, les informations dans les formats appropriés permettant la prise de décision et l'exercice de redevabilité. L'expert du projet sera en charge de l'appui conseil, du suivi-évaluation des activités de la subvention

et du « basket fund » et de la coordination globale du projet avec le PNUD et l'entité sélectionnée. À cet effet, il assurera un suivi régulier avec des rapports réguliers.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance et la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'efficience, de l'efficacité et de la capitalisation des dispositions mises en place afin d'en tirer les leçons apprises dans les différentes phases et les différents scrutins du cycle électoral du retour à l'ordre constitutionnel au Burkina Faso.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une amélioration de l'appui au cycle électoral et au renforcement des institutions démocratiques).

Dans le cas d'une initiative « Team Europe », les évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres contributeurs et les institutions européennes de financement du développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 - RAPPORT DANS OPSYS - Plan d'action pluriannuel en faveur du Burkina Faso pour 2023-2025

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme :

Niveau Action		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe d'Actions (AAP2023 BF)	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#): 61615 Soutien au processus électoral au Burkina Faso - Numéro CRIS/Référence opérationnelle OPSYS : 61615 – EUR 15 millions
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1 (pour cette action)	Soutien au processus électoral au Burkina Faso : <ul style="list-style-type: none"> - Expertise technique – Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1 : 300 000 EUR - Gestion indirecte avec le PNUD – Convention de délégation – cf. section 4.4.2 : 14 700 000 EUR